

Nahuas et Totonagues : une résistance enracinée

Pierre Beaucage

Number 790, May–June 2017

Amériques : la longue marche des peuples autochtones

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85486ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaucage, P. (2017). Nahuas et Totonagues : une résistance enracinée. *Relations*, (790), 23–25.

NAHUAS ET TOTONAQUES : UNE RÉSISTANCE ENRACINÉE

Au Mexique, la longue marche des peuples nahua et totonaque pour se réapproprier leur territoire et leur culture a trouvé un écho dans la théologie de la libération au cours des dernières décennies.

Pierre Beaucage

L'auteur est professeur émérite au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

Les Nahuas et les Totonasques sont deux peuples autochtones de la région Sierra Nororiental de l'État de Puebla, au Mexique. En adoptant, au début du XX^e siècle, la caféiculture, destinée à l'exportation – en plus de la culture traditionnelle du maïs et d'autres denrées qui assuraient leur subsistance –, ils avaient pu faire face à la pression accrue sur la terre. Cependant, ils ont ainsi accru leur dépendance à l'égard des caciques¹ non autochtones qui contrôlaient le commerce et l'appareil politique municipal, tout en ayant des liens privilégiés avec les niveaux supérieurs de l'État.

Jusqu'aux années 1970, rien n'indiquait qu'un puissant mouvement autochtone naîtrait parmi les Nahuas et les Totonasques. La théologie de la libération – fruit latino-américain du

concile Vatican II, qui avait pris son essor avec la Conférence des évêques d'Amérique latine à Medellín, en 1968 – venait d'atteindre le Mexique. Chez les Totonasques, des catéchistes, formés par des prêtres et des religieuses proches de la théologie de la libération, favorisèrent, à travers la pastorale sociale, la prise de conscience des paysans quant à leurs conditions de vie – tant sur le plan social, culturel, politique qu'économique – et leur pouvoir d'agir. De nombreuses communautés ecclésiales de base (CEB) virent ainsi le jour dans les villages. Les croyances et pratiques religieuses amérindiennes, plutôt que d'être considérées comme des « superstitions », furent intégrées au culte : ainsi les danses rituelles, qui représentent l'éternelle lutte du Bien et du Mal, ont été accueillies dans les églises, lors des fêtes. Pour déloger les caciques, les CEB appuyèrent la création d'un parti politique, l'Organisation indépendante totonaque, qui dirigera la municipalité de Huehuetla pendant trois mandats (1989-1999). Le pouvoir économique demeura cependant aux mains des caciques qui, avec l'appui de l'État de Puebla, finirent par reprendre le contrôle de l'appareil politique local. De toute cette effervescence, il demeura en pays totonaque un vaste réseau de paysans conscientisés qui prit le nom d'UNITONA (Unión Indígena Totonaco Nahuatl).

Dans la zone nahua voisine, à partir de 1973, des laïques, également proches de la théologie de la libération, entreprirent un travail intensif dans la communauté de San Miguel Tzinacapan. En plus du renouveau liturgique, ils se consacrèrent à l'éducation préscolaire et secondaire, à l'organisation de groupes autogérés de producteurs, à la défense des droits humains, de même qu'à la revitalisation de la langue et à l'étude de la culture nahua, grâce à la création du Taller de Tradición Oral (« Atelier de tradition orale ») – avec lequel j'ai le plaisir de collaborer depuis de nombreuses années². En même temps, une équipe d'agronomes progressistes encadrait la création d'une coopérative régionale, la Tosepan Titataniske (« ensemble nous vaincrons »), pour commercialiser les produits agricoles et distribuer les denrées de base.

Malgré leurs divergences idéologiques, l'Atelier de tradition orale et la coopérative régionale reconnaissent le rôle important que chacune d'elles jouait dans la consolidation du mouvement autochtone : les chrétiens lui fournissaient une légitimité en l'ancrant dans la culture religieuse traditionnelle et les



Eruoma Awashish, *Manto* (« L'esprit »), 2006, installation



Eruoma Awashish, *Fatalité*, 2012, crâne d'ours

agronomes assuraient son efficacité économique et sa croissance. Après 1990, l'adoption de politiques néolibérales par le gouvernement mexicain et la suppression des programmes d'aide au milieu rural (mesures liées à l'entrée du Mexique dans l'ALÉNA) ébranlèrent les organisations. Comme les projets communautaires qu'ils avaient mis de l'avant ne pouvaient se poursuivre sans l'aide de l'État, la plupart des militants catholiques se retirèrent de San Miguel, hormis ceux de l'Atelier de tradition orale et de l'association de défense des droits de la personne appelée Takachiualis. La coopérative régionale, quant à elle, survécut grâce à un noyau de militants auxquels s'ajoutèrent un nombre croissant de jeunes cadres autochtones. Dans les années 2000, la Tosepan s'ajusta à la « nouvelle ruralité », soit une économie régionale qui repose de plus en plus sur des activités non agricoles ; elle se renforça considérablement en développant des secteurs comme le tourisme alternatif et une coopérative d'épargne et de crédit.

Lutte contre les projets miniers

Cette même décennie vit arriver les entreprises minières dans la Sierra. Le grand capital minier, mexicain et transnational, y a découvert d'importants gisements d'or et d'argent, entre autres. Des transnationales canadiennes, telles Almaden Minerals et Gold Corp, de même que des entreprises mexicaines comme Minera Plata Real et Frisco, y ont obtenu des concessions qui totalisaient 56 000 hectares. L'exploitation à ciel ouvert de ces gisements, en plus de dévaster les terres, exigeait d'énormes quantités d'eau que les entreprises comptaient tirer des réserves locales.

La lutte des Autochtones se réorienta alors radicalement. Il ne s'agissait plus désormais d'obtenir des emplois ou de meilleurs prix pour les produits de la ferme, mais bien de défendre le territoire lui-même, menacé par ces mégaprojets. En haute montagne, l'organisation locale traditionnelle, qui a su combiner les démarches judiciaires et l'action directe, s'est révélée suffisante pour bloquer les projets miniers. À Tetela, les autorités municipales qui, selon la loi mexicaine, doivent autoriser par règlement le « changement d'usage du sol » pour qu'un projet puisse être mis en chantier, ont décrété la municipalité « zone protégée ». À Zautla, devant le refus d'obtempérer de la compagnie chinoise JDC Minerales, 5 000 paysans ont marché sur les installations et ont arraché la clôture d'enceinte, obli-

geant l'entreprise à cesser ses activités, en 2012. À Ixtacamaxtitlán, les paysans de Tecoltemic, dont les terres communales étaient comprises dans l'énorme concession d'Almaden Minerales (canadienne), ont obtenu une injonction, en 2015.

À Cuetzalan, lorsqu'arriva Autlán Minerales (mexicaine), on forma la coalition Altepe Tajpiani (« les gardiens du territoire ») pour la poursuivre en justice. Les Autochtones ont fait valoir, grâce à une étude exhaustive du monde naturel et surnaturel des Autochtones réalisée par l'Atelier de tradition orale, que leur terroir (« *altepet* ») est beaucoup plus qu'un ensemble de « ressources à exploiter » : c'est un milieu de vie que les paysans autochtones de la région connaissent, nomment et mettent en valeur, et qu'ils partagent avec une flore et une faune d'une grande richesse ainsi qu'avec de puissantes forces surnaturelles – les divinités protectrices des montagnes, des arbres, des sources, du gibier... Les somptueuses fêtes patronales qu'organisent les communautés ont justement pour objectif de se concilier ces puissances tutélaires. Leurs terres constituent donc un *territoire autochtone* au sens plein du terme. Le plaidoyer d'Altepe Tajpiani a convaincu la juge et, depuis mai 2015, une injonction interdit à la compagnie minière d'exploiter, de vendre et même d'explorer sa concession.

Jusqu'à ce jour, grâce à l'action organisée des Autochtones, aucune société n'a pu entreprendre l'exploitation d'une concession minière dans la Sierra Nororiental de Puebla.

Lutte contre les projets hydroélectriques

En même temps que les richesses minières attiraient la convoitise des transnationales, les rivières de basse montagne retenaient l'attention des entreprises hydroélectriques et de l'État mexicain, qui voit en ces dernières des associées pour sa « transition à l'ère post-pétrolière » telle que définie par la Loi de la réforme énergétique, votée en 2013. On a prévu construire dix

LA LUTTE DES LENCAS AU HONDURAS

Ismael Moreno Coto*

L'auteur, jésuite, est directeur de Radio Progreso et de l'Équipe de réflexion, recherche et communication (ÉRIC) au Honduras

Les communautés lenças, dispersées dans les montagnes des départements de Intibucá et Lempira à l'ouest du Honduras, ont fondé le Comité civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH), en 1993, pour défendre leurs droits et leur milieu de vie. Cette organisation s'inscrit dans un nouveau paradigme politique émergent, visant à construire le pouvoir à partir de la base et dans une relation d'égalité entre les hommes et les femmes.

Le COPINH s'est vite fait connaître par ses longues marches de 1200 kilomètres vers Tegucigalpa, la capitale du pays, d'énormes colonnes humaines déambulant lentement, transportant avec elles tortillas et œufs durs

barrages dans la Sierra, ce qui aurait pour conséquences directes d'inonder les vallées en amont des barrages et de faire presque disparaître les rivières en aval en les canalisant dans les salles de turbines. Dans toute la zone, il faudrait détruire champs de maïs et caféières pour construire, à flanc de montagne, les voies d'accès et les lignes à haute tension.

Chacun de ces projets, s'il voyait le jour, affecterait de nombreuses communautés autochtones. C'est pourquoi diverses organisations de la région, autant nahuas que totonaques, ont vu la nécessité de coordonner leurs efforts sur le plan régional. En 2012, elles ont créé le Conseil Tiyat Tlali («terre» dans les deux langues amérindiennes), qui a pour base le réseau des CEB, formé dès la fin des années 1960. Un des premiers gestes

La théologie de la libération, que plusieurs ont cru morte, est devenue une «théologie indigène»; elle a le vent en poupe au Mexique.

de Tiyat Tlali fut d'envoyer un groupe de soutien aux protestataires d'Ignacio Zaragoza, une communauté totonaque dont les habitants avaient décidé de bloquer à mains nues l'avancée des bulldozers qui ouvraient une piste pour la construction d'un barrage sur la rivière Ajajalpan. Les autorités municipales ripostèrent violemment en incarcérant les manifestants pendant 24 heures. La répression a donné une résonance imprévue à la lutte: même la presse nationale en a parlé. Un mois plus tard, le promoteur, Grupo México, annonçait l'abandon du projet, marquant ainsi la première victoire autochtone face aux entreprises hydroélectriques dans la région.

Plus haut, sur la même rivière, le projet de barrage de Comexhidro allait affecter plusieurs villages dans trois muni-

comme nourriture, chandelles et herbes aromatiques pour les rituels. La classe politique hondurienne, habituée à des demandes concernant strictement le salaire et la sécurité d'emploi, a été déstabilisée face à un mouvement qui revendique la protection des cultures et des territoires ancestraux, ainsi que celle des biens communs naturels menacés par les compagnies minières et hydroélectriques.

Ces luttes, qu'elles soient menées sur le plan politique, social, écologique ou économique, sont fondées sur un amour de la Terre, qui est vue ultimement comme une Mère au point où on est prêt à donner sa vie pour la défendre. Sa mystique est autant éthique que politique, exprimant une foi profonde tant envers les laissés-pour-compte qu'en une transcendance qui a pour nom *Dieu* et la *Terre-Mère*.

Le COPINH poursuit actuellement le projet initié par une de ses leaders, Berta Cáceres –assassinée le 2 mars 2016– d'articuler les luttes autochtones et les luttes populaires au sein de la Plateforme des organisations sociales et populaires du Honduras. Son objectif principal est de défendre les territoires et les biens communs naturels des peuples lencas, tolupanes et garifunas, les droits des femmes et ceux des organisations de

cipalités. Avec l'appui logistique de Tiyat Tlali, un comité s'est formé, organisant des assemblées d'information. Au cours de l'une d'entre elles, le 6 juin 2015, les participants ont massivement décidé de rejeter le projet et de présenter une demande d'injonction, ce qui a paralysé les travaux. Le même scénario s'est reproduit contre les quatre barrages que voulait construire l'entreprise ICA sur la rivière Apulco, en pays nahua.

Sauf à Cuetzalan –où c'est la coopérative régionale Tosepan qui assume le leadership–, l'impulsion de la lutte contre les barrages provient du Conseil Tiyat Tlali. Des laïques et des religieux, toujours adeptes d'une Église qui se range aux côtés des démunis pour les aider à faire valoir leurs droits, continuent d'y jouer un rôle important. Il est essentiel de souligner que si cette tendance progressiste de l'Église –minoritaire– a pu s'implanter profondément en pays autochtone, c'est qu'elle a accepté d'«inculturer» le message évangélique, en lui donnant un sens et une résonance par rapport à la cosmologie amérindienne.

La théologie de la libération, que plusieurs ont cru morte, est ainsi devenue une «théologie indigène» (*teología india*); elle a le vent en poupe dans de nombreuses régions du Mexique, comme la Sierra Nororiental de Puebla, et ailleurs en Amérique latine, et se voit renforcée par les messages qui proviennent du pape François. Ses messages qui enjoignent les humains à être «les gardiens de la Création, du dessein de Dieu inscrit dans la nature» sont lus et discutés; ils trouvent un large écho dans les organisations autochtones. ☺

1. Dans les régions rurales du Mexique, on appelle *caciques* le petit groupe de grands propriétaires et de commerçants qui contrôle la vie politique et économique régionale.

2. Voir P. Beaucage, *Corps, cosmos et environnement chez les Nahuas de la Sierra Norte de Puebla*, Montréal, Lux Éditeur, 2009.

défense de la diversité sexuelle. Elle fait de la lutte contre l'exploitation minière et les concessions de rivières et de territoires à des entreprises hydroélectriques une priorité, tout en s'opposant farouchement à l'implantation de Zones d'emploi et de développement économique –des zones franches– ainsi qu'à la volonté du gouvernement actuel de privatiser les services et les biens publics.

L'assassinat de Berta Cáceres avait un double objectif: éliminer une femme extrêmement gênante parce qu'incorruptible et, du coup, affaiblir grandement le travail du COPINH contre les projets hydroélectriques sur le territoire lenca¹. Certes, l'organisation a été ébranlée, mais elle s'est vite ressaisie en tant qu'héritière de la lutte qu'a menée courageusement Berta. La répression sanglante envers les leaders autochtones qui se poursuit ne pourra pas détruire les organisations qui sont ancrées dans la mystique ancestrale et ont pour souffle l'amour de la Terre-Mère.

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

1. I. Moreno Coto, «Berta Cáceres, "la petite gardienne des rivières"», *Relations*, n° 785, août 2016.